

**Direction de la Réglementation
et de la Gestion de l'Espace Public**
Pôle Protection des Populations

Arrêté relatif à :

Carrousel

place Félix Fournier

Du jeudi 24 novembre 2022 au

dimanche 1er janvier 2023

Mesures de stationnement

Du dimanche 6 novembre 2022 au

mercredi 4 janvier 2023

Arrêté n° 11FF0762

Arrêté

La Présidente,

La Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la Route,

Vu l'arrêté réglementant la circulation et le stationnement en aires piétonnes à Nantes,

Vu le dossier de déclaration de manifestation adressé à la Mairie de Nantes,

Vu le code de la Santé Publique, notamment les articles R 1334-30 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 30 avril 2002, relatif aux bruits de voisinage,

Considérant que la Présidente de Nantes Métropole est l'autorité de police en matière de circulation et de stationnement sur la commune de Nantes à partir du 1^{er} janvier 2015,

Considérant qu'il convient de prendre des mesures de police place Félix Fournier à l'occasion de la manifestation susvisée,

Sur la proposition du Directeur Général des Services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes,

Arrêtent

Article 1 - Du dimanche 6 novembre 2022 à 6h00 au mercredi 4 janvier 2023 à 18h00, l'industriel forain est autorisé à occuper un espace, place Félix Fournier, afin d'y installer un métier forain à étage de 12m de diamètre et une caisse, conformément à la demande et au plan d'implantation validé par le SDIS 44.

Article 2 - Du dimanche 6 novembre 2022 au jeudi 10 novembre 2022 et du lundi 2 janvier 2023 au mercredi 4 janvier 2023, de 6h00 à 18h00, les véhicules techniques de l'organisation effectuant des chargements et déchargements de

matériels sont autorisés à accéder et stationner sur l'espace défini à l'article 1er le temps strictement nécessaire à ces opérations.

Article 3 - L'industriel forain M. Johann Mariotte, est autorisé à procéder à l'exploitation du manège susvisé les vendredis 11 et samedis 12 et 19 novembre, les dimanches 13 et 21 novembre 2022 puis du jeudi 24 novembre 2022 au dimanche 1er janvier 2023, de 10h30 à 21h00, chaque jour, conformément aux prescriptions formulées par le service Gestion et Action Commerciales de l'Espace Public de Nantes Métropole.

Article 4 - L'accès du véhicule nécessaire à la manifestation susvisée sur la zone contrôlée citée à l'article 1er, se fait après appel à partir de la borne, appel contrôlé par NGE.

Article 5 - Le présent arrêté devra être apposé derrière le pare-brise du véhicule susvisé, visible de l'extérieur.

Article 6 - La présente autorisation est subordonnée à la présentation, avant ouverture au public du métier forain (manège) à la transmission des documents suivants :

- rapport de contrôle technique établi par un organisme agréé et en cours de validité, comportant des conclusions favorables,
- déclaration de l'exploitant du métier forain indiquant que le matériel est maintenu en bon état de fonctionnement et qu'il a réalisé les actions correctives nécessaires (joindre les justificatifs le cas échéant),
- attestation de la police d'assurance dudit métier forain.

Article 7 - L'autorisation d'occuper le domaine public est accordée à titre onéreux, conformément au tarif des droits d'occupation du domaine public arrêté par le Conseil Métropolitain, et sera facturée par le service Gestion et Action Commerciales de l'Espace Public de Nantes Métropole.

Article 8 - Il est rigoureusement interdit d'effectuer des branchements de toutes natures (électricité, eau...) sur le domaine public sans autorisation.

Article 9 - Les canalisations d'alimentation électrique devront être disposées de telle manière qu'elles ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation du public.

Article 10 - L'organisateur devra délimiter au moyen de barrières les zones de « montage et de démontage » afin de les rendre inaccessibles au public.

Article 11 - La circulation des véhicules de secours et des piétons ne doit en aucun cas être entravée par la tenue de la manifestation susvisée.

Article 12 - Du jeudi 24 novembre 2022 au dimanche 1^{er} janvier 2023, de 10h00 à 21h00, l'organisateur de la manifestation susvisée est autorisé à sonoriser la place Félix Fournier.

Article 13 - L'organisateur doit prendre toutes dispositions pour limiter les émissions sonores selon la période de la journée. Les niveaux sonores devront prendre en compte la proximité du voisinage.

Article 14 - L'organisateur doit prendre toutes dispositions pour informer, 48 heures avant, les riverains immédiats de la tenue de la manifestation autorisée par le présent arrêté.

Article 15 - Pour des raisons de sécurité et de préservation de l'environnement la mise en place des pré-enseignes temporaires ou de tout autre objet est interdite : sur les supports de feux tricolores et de panneaux de signalisation routière, sur les poteaux de transport d'électricité et de télécommunications, ainsi que sur les arbres et les espaces verts.

Article 16 - Toute autre occupation du domaine public par des pré-enseignes temporaires, notamment leur fixation sur les candélabres de l'éclairage public, doit

faire l'objet d'un accord préalable par les services concernés de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole.

Article 17 - Les pré-enseignes ainsi autorisées devront être retirées, par l'organisateur, dès le lendemain de l'achèvement de la manifestation.

Article 18 - Le non-respect des dispositions énoncées aux articles précédents entraînera une intervention des services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, pour le retrait de la signalisation provisoire, aux frais de l'organisateur de la manifestation.

Article 19 - A l'occasion de l'événement susvisé, toute dégradation du domaine public ou du mobilier urbain fera l'objet d'une remise en état par les services de Nantes Métropole avec facturation au pétitionnaire.

Article 20 - A l'issue de la manifestation, l'organisateur devra veiller à laisser le site utilisé en bon état de propreté. A défaut, les frais de nettoyage lui seront facturés.

Article 21 - Les conducteurs de véhicules et l'organisateur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de Police.

Article 22 - M. le Directeur Général des Services de Nantes Métropole et de la Ville de Nantes, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Nantes, le 2 novembre 2022

Pascal BOLO



L'adjoint délégué
Pour Madame la Maire,
Le Vice-Président
Pour la Présidente